

Saint-Denis, le 15 juillet 2020

Arrêté préfectoral n° 2435 établissant la liste des biens satisfaisant aux conditions fixées au 3° de l'article L.1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques sis sur le territoire de la commune de Saint-André

Le préfet de La Réunion  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code général des impôts ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L1123-1 et L1123-4 ;

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

VU les listes transmises par Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de la Réunion sur lesquelles sont énumérées les parcelles satisfaisant aux conditions posées par le 3° de l'article L1123-1 précité ;

VU l'arrêté préfectoral n° 341 du 02 mars 2020 portant délégation de signature pour l'activité générale des services et de l'ordonnancement des dépenses et recettes à M. Frédéric JORAM, secrétaire général ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au représentant de l'État dans le département d'arrêter la liste des parcelles satisfaisant aux conditions posées au 3° de l'article L1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques ; que cette liste doit être arrêtée pour chaque commune avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année ;

CONSIDÉRANT que satisfont aux conditions précitées les parcelles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujetties à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers ;

CONSIDÉRANT qu'un bien est situé sur le territoire de la commune de Saint-André ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture :

.../...

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Le bien sis sur le territoire de la commune de Saint-André dont les références cadastrales suivent satisfait aux conditions posées au 3° de l'article L1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques :

|  |                                     |
|--|-------------------------------------|
| La parcelle signalée repose sur la dernière situation connue par les services du cadastre à la date du 31/12/2019. |                                     |
| Section<br>(Références cadastrales)  | N° plan<br>(Références cadastrales) |
| AV   | 59                                  |

### **Article 2 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage aux lieux habituels de la commune pendant une durée de six mois par les soins du maire de Saint-André. Pour ce bien, le maire de Saint-André le notifiera également au dernier propriétaire connu, à l'habitant ou à l'exploitant. Il constatera l'accomplissement de ces formalités par un certificat qu'il adressera sans délai au préfet. L'arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

### **Article 3 :**

Le propriétaire du bien visé à l'article 1 devra sans délai se faire connaître du préfet. Il produira en outre tout document de nature à justifier de son droit de propriété.

Les pièces précitées devront être envoyées à l'adresse suivante :

*Préfecture de la Réunion  
Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau du contrôle budgétaire et des dotations de l'Etat  
06, rue des Messageries – CS 51079  
97404 Saint-Denis cedex*

### **Article 4**

À l'issue d'un délai de six mois à compter de la dernière des mesures de publicité de l'article 2, lorsqu'aucun propriétaire ne se sera fait connaître, le bien concerné sera présumé sans maître. Cette présomption sera constatée par arrêté préfectoral notifié au maire.

### **Article 5**

Le conseil municipal de la commune pourra, dans les six mois de la notification de la présomption par le préfet, décider de l'incorporation de ce bien dans le domaine communal. Cette incorporation sera constatée par un arrêté du maire.

À défaut de délibération dans le délai prescrit, la propriété du bien est attribuée à l'État. Le transfert de ce bien dans le domaine de l'État est constaté par arrêté préfectoral.

.../...

## **Article 6**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Réunion. L'introduction d'un recours administratif pendant cette même période proroge le délai de recours contentieux.

## **Article 7**

Le secrétaire général de la préfecture de la Réunion, et le maire de Saint-André sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques.

Pour le Préfet et par délégation,  
La sous-préfète chargée de mission  
cohésion sociale et jeunesse,  
Secrétaire Générale adjointe



Isabelle REBATTU

